



Association Hospitalière de Bourgogne Franche-Comté
Rue Justin et Claude Perchot
70160 SAINT-REMY

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les Comptes Annuels

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Experts Comptables
Commissaires aux Comptes
Associés :

- Éric CORRET
- Nicolas MORON
- Maxime DEFOSSE
- Charles GOUREAU

Adresse
Parc Valmy – Le Quatuor
3G Rue Jeanne Barret
21000 DIJON

Tél : 03.80.72.22.10 / 03.80.72.93.72
E mail : acc@experts-acc.fr

www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 €
RCS DIJON B 415 191 378
Inscrite à l'Ordre Régional des Experts Comptables
de Bourgogne Franche Comté et sur la liste nationale des
Commissaires aux comptes, rattaché à la CRCC de Besançon-
Dijon

À l'Assemblée générale des adhérents,

1. OPINION AVEC RESERVES SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**Association Hospitalière de Bourgogne Franche-Comté** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Sous la réserve décrite dans la partie « *Fondement de l'opinion avec réserve* », nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RESERVE

Motivation de la réserve pour désaccord

Les comptes annuels de l'association sont élaborés sur la base des règles comptables associatives privées applicables à une structure de ce type.

L'association est toutefois conduite à pratiquer différents arbitrages et à appliquer différentes dérogations au droit comptable privé pour la présentation de ses comptes, ceci en raison :

- De son positionnement d'acteur privé non lucratif évoluant dans un environnement de culture essentiellement publique, pour ses activités sanitaires, dans lequel le financeur impose quelquefois des traitements comptables dérogatoires aux règles privées.
- De la coexistence d'activités relevant des réglementations sanitaires, sociales ou médicosociales, dont les dispositions comptables sont imparfaitement harmonisées.

Ces dérogations concernent essentiellement les provisions et assimilées constituées au cours des exercices antérieurs qui, pour certaines d'entre elles, ne répondent pas à la définition prévue par le Plan comptable général (PCG). Les mouvements relatifs à ces provisions ont impacté aussi bien les

Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

résultats présentés antérieurement que ceux de l'exercice. Le montant de ces provisions ne répondant pas à la définition prévue par le PCG est de 4 266 303 euros.

Bien qu'une information soit apportée sur le traitement de ce point dans l'annexe aux comptes annuels, notamment dans les parties « *Principes et méthodes comptables* » et « *Informations sur les postes du passif du bilan – Provisions* », l'importance de cette dérogation et son impact sur le résultat, nous conduisent à devoir formuler une réserve sur la régularité (c'est à dire la conformité à la règle comptable privée applicable) des comptes présentés.

Dans notre rapport du 13 juin 2025 relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2024, nous avons formulé une réserve pour désaccord similaire.

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3. OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-avant, nous attirons votre attention sur la note « *Principes et méthodes comptables* » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC 2022-06 et 2023-03, modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général, et ses incidences.



Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

4. JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Fondement de l'opinion avec réserve », nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nos appréciations ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes arrêtés dans les conditions rappelées précédemment.


Ces appréciations ont également porté sur l'annexe des comptes annuels afin de s'assurer de la pertinence des informations renseignées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

En application de la loi, nous vous informons que nous n'avons pas eu communication des documents adressés aux membres de l'association dans les délais légaux.

De ce fait, nous n'avons notamment pas eu la possibilité de vérifier la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels. Nous ne nous prononçons donc pas sur ces documents. 

Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

6. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le **Conseil d'Administration**.

7. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

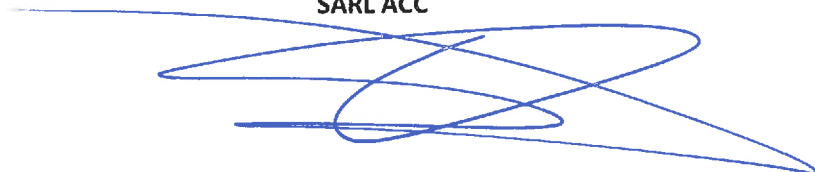
SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Dijon, le 10 juin 2026

**Le Commissaire aux Comptes,
SARL ACC**

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the left.

**Monsieur Charles GOUREAU,
Associé mandataire social**

Cabinet ACC

Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

ANNEXE**Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Cabinet ACC**

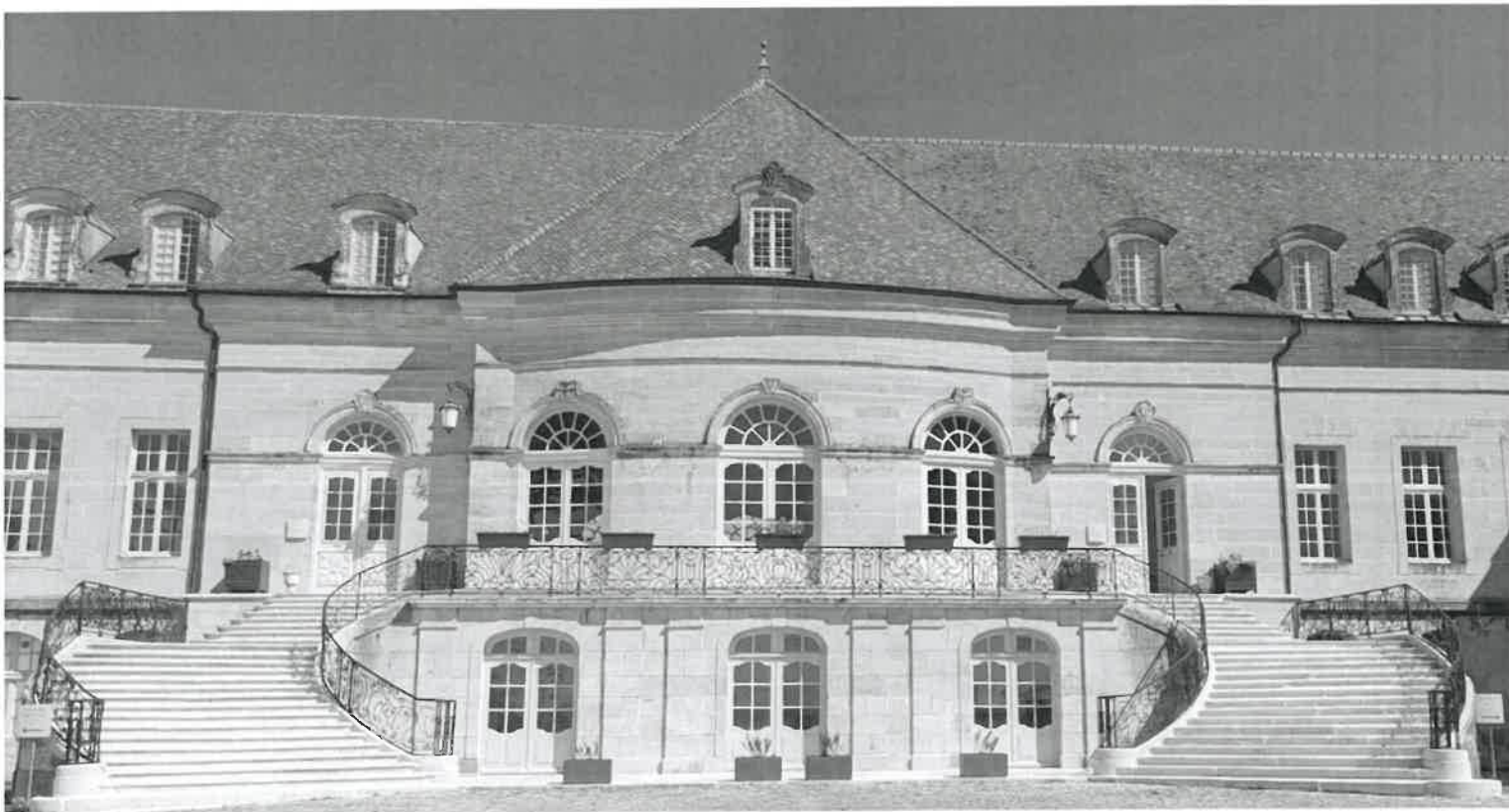
Parc Valmy • 3G Rue Jeanne Barret • Le Quatuor • 21000 DIJON

Tél. : 03 80 72 22 10 / 03 80 72 93 72 • Fax : 03 80 72 21 30 / 03 80 72 93 73 • E-mail : acc@experts-acc.fr • www.expert-comptable-acc.fr

SARL au capital de 300 000 € - RCS DIJON B 415 191 378

Inscrite à l'Ordre des Experts Comptables de Bourgogne Franche Comté et inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux Comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-Dijon

COMPTES ANNUELS 2025



Association Hospitalière de Bourgogne Franche-Comté

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

Exercice clos le 31 décembre 2025

BILAN

| ACTIF | Brut | Amortissements et dépréciations | Net 31/12/2025 | Net 31/12/2024 |
|--|--------------------|---------------------------------|--------------------|--------------------|
| Frais d'établissement | 270 077 | 23 723 | 246 354 | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| <i>Concessions, brevets, licences, marques, logiciels, ...</i> | 1 953 248 | 1 038 082 | 915 167 | 1 145 357 |
| <i>Immobilisations incorporelles en cours</i> | 274 787 | | 274 787 | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| <i>Terrains</i> | 1 518 546 | 76 508 | 1 442 039 | 1 458 927 |
| <i>Constructions</i> | 134 260 709 | 103 697 882 | 30 562 828 | 30 427 980 |
| <i>Installations techniques, matériel et outillage industriels</i> | 9 336 906 | 7 267 715 | 2 069 191 | 2 393 934 |
| <i>Autres immobilisations corporelles</i> | 8 718 622 | 5 566 869 | 3 151 753 | 3 355 752 |
| <i>Immobilisations corporelles en cours</i> | 3 392 982 | | 3 392 982 | 2 695 753 |
| Immobilisations financières | | | | |
| <i>Participations</i> | 7 800 | | 7 800 | 7 800 |
| <i>Autres titres immobilisés</i> | 6 230 732 | 49 507 | 6 181 225 | 4 208 759 |
| <i>Autres immobilisations financières</i> | 70 116 | | 70 116 | 69 244 |
| TOTAL II | 165 764 449 | 117 696 562 | 48 067 886 | 45 763 506 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | 1 478 540 | 110 668 | 1 367 872 | 1 351 725 |
| Créances | | | | |
| <i>Créances clients, usagers et comptes rattachés</i> | 5 889 279 | 381 602 | 5 507 677 | 5 610 458 |
| <i>Autres créances</i> | 2 594 243 | | 2 594 243 | 2 748 849 |
| <i>Charges constatées d'avance</i> | 376 655 | | 376 655 | 368 364 |
| Valeurs mobilières de placement | 3 117 404 | 33 400 | 3 084 004 | 1 968 343 |
| Disponibilités | 59 090 486 | | 59 090 486 | 60 528 927 |
| TOTAL III | 72 546 609 | 525 670 | 72 020 939 | 72 576 667 |
| TOTAL GENERAL (I + II + III) | 238 581 134 | 118 245 955 | 120 335 180 | 118 340 172 |

| PASSIF | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|--------------------|--------------------|
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droits de reprise | | |
| <i>Fonds propres complémentaires</i> | 5 146 081 | 4 849 199 |
| Réserves | | |
| <i>Réserves pour projet de l'entité</i> | 35 714 488 | 34 498 451 |
| <i>Autres</i> | 5 653 639 | 5 764 544 |
| <i>(1 951 232)</i> | <i>(972 977)</i> | |
| Report à nouveau | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 1 376 443 | 126 877 |
| Situation nette (sous-total) | 45 939 419 | 44 266 095 |
| Subventions d'investissement | 3 369 838 | 1 945 359 |
| Provisions réglementées | 567 330 | 334 332 |
| TOTAL I | 49 876 587 | 46 545 785 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds dédiés | 5 460 137 | 4 748 602 |
| TOTAL II | 5 460 137 | 4 748 602 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 2 763 898 | 2 782 938 |
| Provisions pour charges | 6 341 565 | 5 929 228 |
| TOTAL III | 9 105 462 | 8 712 167 |
| DETTES | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 28 280 996 | 30 183 354 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 317 250 | 308 713 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 412 867 | 3 637 311 |
| Dettes fiscales et sociales | 22 099 235 | 21 950 521 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 890 956 | 1 403 566 |
| Autres dettes | 573 800 | 532 265 |
| Produits constatés d'avance | 317 888 | 317 888 |
| TOTAL IV | 55 892 993 | 58 333 619 |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV) | 120 335 180 | 118 340 172 |

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes

ACC

COMPTE DE RÉSULTAT

| COMPTE DE RESULTAT | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|--------------------|--------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | 304 | 272 |
| Ventes de biens et services | | |
| <i>Ventes de prestations de services</i> | 12 342 554 | 1 412 909 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| <i>Concours publics et subventions d'exploitation</i> | 124 769 088 | 133 501 153 |
| <i>Ressources liées à la générosité du public</i> | 1 983 | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | 3 761 328 | 1 357 708 |
| Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | 13 710 | |
| Utilisation des fonds dédiés | 340 640 | 1 658 785 |
| Autres produits | 1 125 416 | 1 026 808 |
| TOTAL I | 142 355 023 | 138 957 635 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats | 3 573 023 | 3 627 312 |
| Variation de stock | (72 059) | 37 447 |
| Autres achats et charges externes | 27 173 178 | 26 091 440 |
| Aides financières | 17 878 | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 8 723 552 | 8 840 302 |
| Salaires | 64 165 487 | 65 251 758 |
| Cotisations sociales | 26 096 990 | 24 730 663 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 5 898 030 | 5 273 452 |
| Dotations aux provisions | 3 938 185 | 3 822 939 |
| Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées | 104 497 | |
| Reports en fonds dédiés | 1 052 176 | 715 785 |
| Autres charges | 678 895 | 505 950 |
| TOTAL II | 141 349 831 | 138 897 049 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | 1 005 192 | 60 586 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | 1 506 009 | 1 510 441 |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | 727 404 | 84 165 |
| Autres intérêts et produits assimilés | 4 397 | 4 515 |
| Produits des immobilisations financières cédées | 19 367 | |
| TOTAL III | 2 257 176 | 1 599 120 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | 82 907 | |
| Intérêts et charges assimilées | 1 371 582 | 1 440 049 |
| TOTAL IV | 1 454 490 | 1 440 049 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | 802 687 | 159 071 |
| 3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV) | 1 807 879 | 219 657 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS (V) | 5 223 | 1 591 640 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI) | 238 221 | 1 488 940 |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | (232 998) | 102 700 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | 198 438 | 195 480 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + III + V) | 144 617 422 | 142 148 395 |
| TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII) | 143 240 979 | 142 021 518 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | 1 376 443 | 126 877 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Dons en nature | 1 287 | |
| Prestations en nature | 93 415 | |
| Bénévolat | | |
| TOTAL | 94 702 | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | |
| Secours en nature | 1 287 | |
| Mises à disposition gratuite de biens | 67 333 | |
| Prestations en nature | 26 082 | |
| Personnel bénévole | | |
| TOTAL | 94 702 | |

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes

ACC

ANNEXE

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION | 6 |
| I. INFORMATIONS GENERALES | 5 |
| A. <i>Description de l'objet social, des activités et des moyens mis en œuvre</i> | 5 |
| B. <i>Faits significatifs de l'exercice</i> | 5 |
| C. <i>Principes et méthodes comptables</i> | 6 |
| II. INFORMATIONS SUR LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN | 7 |
| A. <i>Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé</i> | 7 |
| B. <i>Etat des stocks</i> | 9 |
| C. <i>Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice</i> | 9 |
| III. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU PASSIF DU BILAN | 10 |
| A. <i>Fonds propres et tableau de variation</i> | 10 |
| B. <i>Résultat effectif</i> | 10 |
| C. <i>Fonds dédiés</i> | 10 |
| D. <i>Provisions</i> | 11 |
| E. <i>Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice</i> | 12 |
| IV. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT | 12 |
| A. <i>Cotisations</i> | 12 |
| B. <i>Concours publics et subventions</i> | 12 |
| C. <i>Ressources de l'exercice</i> | 12 |
| D. <i>Contributions volontaires en nature</i> | 13 |
| E. <i>Eléments étalés sur plusieurs exercices</i> | 16 |
| F. <i>Opérations exceptionnelles</i> | 17 |
| V. AUTRES INFORMATIONS | 17 |
| A. <i>Honoraires du Commissaire aux comptes</i> | 17 |
| B. <i>Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants</i> | 18 |
| C. <i>Répartition des effectifs par catégorie</i> | 18 |

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
 Le Commissaire aux Comptes
ACC

INTRODUCTION

Annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice, dont le total est de 120 335 180 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 142 355 023 € et dégageant un excédent de 1 376 443 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. INFORMATIONS GENERALES

A. Description de l'objet social, des activités et des moyens mis en œuvre

Association privée à but non lucratif, reconnue d'intérêt général, régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901, l'Association Hospitalière de Bourgogne Franche-Comté (AHBFC) gère des établissements sanitaires, médico-sociaux et sociaux en Haute-Saône, sur le Territoire de Belfort et le Nord du Doubs, à destination principalement de 3 types de public : personnes présentant des troubles psychiatriques, adultes handicapés et personnes âgées dépendantes.

Le Centre Hospitalier Spécialisé (CHS) de Saint-Rémy et Nord Franche-Comté est un Établissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif (ESPIC) Participant au Service Public Hospitalier (PSPH).

Avec plusieurs sites d'hospitalisation et de nombreux services ambulatoires de proximité (notamment Centres Médico-Psychologiques et hôpitaux de jour) déployés tant sur la Haute-Saône que sur le Nord Franche-Comté, le CHS assure la prise en charge sanitaire des personnes présentant des troubles psychiatriques.

Son offre de soins en psychiatrie est organisée en filières, correspondant aux différents âges de la vie (enfant, adolescent, adulte et sujet âgé) et incluant des prises en charge spécifiques (urgences, soins sans consentement, addictologie, ...) avec une répartition des équipes pluridisciplinaires en secteurs et inter secteurs.

Des dispositifs complémentaires également portés par l'AHBFC gravitent autour du CHS tels que les Maisons De l'Adolescence, les permanences d'accès aux soins de santé psychiatrique, les Plateformes de Coordination en Psychiatrie et Santé Mentale.

Les Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux

L'AHBFC propose sur son territoire une offre d'hébergement dédiée respectivement aux personnes âgées dépendantes (EHPAD et USLD) et aux adultes en situation de handicap (EAM et MAS) mais aussi un panel de prestations en milieu ordinaire et de logement accompagné s'adressant aux personnes souffrant de handicap psychique (Résidences Accueil, CHR, SAVS, SAMSAH, équipes mobiles, etc.).

Ces établissements et services sont organisés en pôles pour une meilleure coordination dans le cadre des parcours de soins et de vie des usagers.

B. Faits significatifs de l'exercice

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes

ACC

✓ **Contrôles administratifs**

L'Association a fait l'objet de plusieurs inspections en mars 2025, émanant des autorités de contrôle (ARS, Conseil Départemental, DREETS, DDFIP), et portant sur nos organisations.

Les conclusions rendues ont été positives, avec des perspectives d'amélioration du service rendu.

✓ Contrôle URSSAF

Les inspecteurs sont venus contrôler les années 2022 et 2023. Il ressort de ce contrôle un redressement de 3 882 €, soit quasiment rien au regard des bases contrôlées.

C. Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément :

- aux dispositions du Code de commerce ;
- aux dispositions du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, modifié par le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers ;
- aux dispositions spécifiques du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, modifié par le règlement ANC n° 2020-08 ;
- aux dispositions spécifiques du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- aux dispositions du règlement ANC n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'activité,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il est rappelé que les « comptes administratifs » de nos établissements sanitaires sont présentés aux financeurs selon l'instruction budgétaire et comptable M21, applicable aux établissements publics de santé tandis que ceux de nos établissements et services sociaux et médico-sociaux sont présentés aux financeurs selon l'instruction budgétaire et comptable M22, applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux privés.

Ces deux référentiels peuvent présenter des différences avec les dispositions du Plan Comptable Général, auquel cas les comptes annuels sont retraités pour être mis en conformité avec les règles de la comptabilité générale.

Ainsi, les produits de tarification issus des usagers ou de leurs organismes complémentaires sont désormais constatés en « Ventes de prestations de services » alors qu'ils étaient inclus dans le poste « Concours publics » auparavant.

✓ Changement de réglementation comptable

Les nouvelles dispositions des règlements ANC n° 2022-06 et 2023-03 évoqués ci-dessus induisent cependant un changement de méthode comptable prospectif concernant notamment la comptabilisation des éléments exceptionnels et des transferts de charges et la présentation des comptes annuels.

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes
ACC

Les impacts de ce changement sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2025 sont décrits ci-après :

- seuls les postes alimentés sont désormais présentés aux bilan et compte de résultat ;
- au bilan :
 - les frais d'établissement sont présentés hors de l'actif immobilisé ;
 - les charges constatées d'avance sont incluses dans les créances ;
- au compte de résultat :
 - les ressources liées à la générosité du public sont présentées en produits de tiers financeurs et non plus en autres produits ;
 - les transferts de charges n'existent plus, ceux de l'exercice précédent sont inclus dans le poste « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » ;
 - les produits de cession d'immobilisations sont présentés en produits d'exploitation ou financiers selon leur nature et non plus en produits exceptionnels ;
 - les valeurs comptables nettes des immobilisations cédées sont présentées en charges d'exploitation et non plus en charges exceptionnelles ;
 - les aides financières versées font l'objet d'un poste identifié dans les charges d'exploitation et ne sont plus incluses dans les autres charges ;
 - les quotes-parts de subventions d'investissement rapportées au résultat de l'exercice sont incluses dans les subventions d'exploitation et non plus classées en produits exceptionnels ;
 - les produits et charges exceptionnels ne sont plus détaillés et sont présentés sur une seule ligne chacun.

✓ **Correction d'erreur**

Une subvention d'investissement perçue en 2015 par notre Résidence Accueil de Valentigney pour un montant de 15 000 € a été comptabilisée par erreur à l'époque en compte 102800 Compléments de dotation.

Cette subvention ayant financé des équipements totalement amortis au 31/12/2024, mais n'ayant jamais été rapportée au résultat, a été reclassée au bilan d'ouverture en report à nouveau.

II. INFORMATIONS SUR LES POSTES DE L'ACTIF DU BILAN

A. Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

✓ **Bail emphytéotique Centre Hospitalier Pierre Engel à Bavilliers**

Un bail a été rédigé en 2007 entre le Centre Hospitalier de Belfort-Montbéliard et l'AHBFC. Il porte sur le Centre Hospitalier Pierre Engel situé à Bavilliers (90).

La durée de ce bail est de 30 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2036.

A l'issue du bail, il est prévu dans le contrat une restitution des bâtiments au bailleur sans indemnité. Un pacte de préférence a été inclus dans le bail pour donner priorité à l'AHBFC d'acquérir le bien aux mêmes conditions qu'un acheteur extérieur.

✓ **Immobilisations financières**

Les contrats de capitalisation placés sur une durée supérieure à 5 ans ont été comptabilisés en « Autres titres immobilisés ».

Les contrats de capitalisation placés sur une durée ne dépassant pas 5 ans ont eux été constatés en « Valeurs mobilières de placement ».

| IMMOBILISATIONS | Valeur brute début d'exercice | Augmentations de l'exercice | |
|---|-------------------------------------|------------------------------|-------------------|
| | | Virement de poste à poste | Acquisitions |
| Frais d'établissement, de recherche et développement | 8 335 | 108 017 | 153 725 |
| Immobilisations incorporelles | | | |
| Concessions, brevets licences | 1 985 999 | | 18 198 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | 274 787 |
| Total II | 1 985 999 | - | 292 985 |
| Immobilisations corporelles | | | |
| Terrains | 1 516 972 | | 26 544 |
| Construction sur sol propre | 105 713 179 | 1 633 727 | 877 441,69 |
| Construction sur sol d'autrui | 19 982 733 | 93 582 | 228 533 |
| Installations générales, agencements et aménagements des | 4 616 664 | 149 426 | 973 198 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 9 965 893 | 95 176 | 298 251 |
| Installations générales, agencements et aménagements divers | 4 427 258 | 4 152 | 139 121 |
| Matériel de transport | 1 586 137 | | 101 754 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | 2 462 227 | - | 275 927 |
| Cheptel | 5 265 | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 2 695 753 | | 2 781 309 |
| Total III | 152 972 080 | 1 976 063 | 5 702 080 |
| Immobilisations financières | | | |
| Participations | 7 800 | | |
| Autres titres immobilisés | 4 208 759 | | 6 572 331 |
| Prêts et autres immobilisations financières | 69 244 | | 2 522 |
| Total IV | 4 285 803 | - | 6 574 853 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV) | 159 252 217 | 2 084 080 | 12 723 644 |

| IMMOBILISATIONS | Diminutions de l'exercice | | | Valeur brute fin d'exercice |
|---|------------------------------|---------------|-----------------------|--------------------------------|
| | Virement de poste à poste | Cessions | Mises hors service | |
| Frais d'établissement, de recherche et développement | | | | 270 077 |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Concessions, brevets licences | | | 50 948 | 1 953 248 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | 274 787 |
| Total II | - | - | 50 948 | 2 228 036 |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | 24 970 | | 1 518 546 |
| Constructions sur sol propre | | | | 108 224 348 |
| Constructions sur sol d'autrui | | | | 20 304 847 |
| Installations générales, agencements, aménag. constructions | | | 7 774 | 5 731 514 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | 1 022 414 | 9 336 906 |
| Installations générales, agencements et aménagements divers | | | 135 955 | 4 434 577 |
| Matériel de transport | | | | 1 687 891 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | | | 142 000 | 2 596 154 |
| Cheptel | | 5 265 | | |
| Immobilisations corporelles en cours | 2 084 080 | | | 3 392 982 |
| Total III | 2 084 080 | 30 235 | 1 308 143 | 157 227 765 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations | | | | 7 800 |
| Autres titres immobilisés | | | 4 550 359 | 6 230 732 |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | 1 650 | 70 116 |
| Total IV | - | - | 4 552 009 | 6 308 648 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III+IV) | 2 084 080 | 30 235 | 5 911 100 | 166 034 526 |

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes

ACC

AMORTISSEMENTS

| SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE | | | | | | |
|--|-----------|-----------------------|----------------------------|------------------------------------|---------------------------|---------------------------|
| Immobilisations amortissables | | Durée d'amortissement | Valeur en début d'exercice | Dotations amortissements linéaires | Diminutions de l'exercice | |
| | | | | | Eléments cédés | Eléments mis hors service |
| Frais d'établissement, de recherche et développement | Total I | 3 à 10 ans | 8 335 | 15 388 | | 23 723 |
| Immobilisations incorporelles | Total II | 3 à 10 ans | 840 642 | 209 340 | | 1 038 082 |
| Immobilisations corporelles | | | | | | |
| Agencements Aménagements terrain | | 10 à 15 ans | 58 044 | 18 463 | | 76 508 |
| Construction sur sol propre | | 10 à 30 ans | 84 487 905 | 2 599 840 | | 87 087 745 |
| Construction sur sol d'autrui | | 10 à 30 ans | 13 618 021 | 718 013 | | 14 336 034 |
| Installations générales, agencements et aménagements des constructions | | 7 à 15 ans | 1 778 670 | 503 207 | 7 774 | 2 274 103 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | 3 à 7 ans | 7 571 959 | 685 558 | 989 801 | 7 267 715 |
| Installations générales, agencements et aménagements divers | | 5 à 7 ans | 2 777 692 | 289 067 | 131 486 | 2 935 273 |
| Matériel de transport | | 5 à 10 ans | 872 040 | 161 389 | | 1 033 430 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | | 5 à 10 ans | 1 473 510 | 265 666 | 141 010 | 1 598 166 |
| Cheptel | | 5 ans | 1 892 | 966 | 2 858 | - |
| | Total III | | 112 639 734 | 5 242 168 | 1 270 071 | 116 608 973 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III) | | | 113 488 711 | 5 466 896 | 2 858 | 117 670 778 |

B. Etat des stocks

La valeur brute des éléments comptabilisés en stock comprend le prix d'achat ainsi que les frais accessoires d'achat.

La valeur du stock est déterminée selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation est comptabilisée pour le stock dormant selon la méthode suivante :

- pas de mouvement sur l'exercice : dépréciation à 50 % ;
- pas de mouvement depuis le 31/12/N-2 : dépréciation à 70 % ;
- pas de mouvement depuis le 31/12/N-6 : dépréciation à 100 %.

| Stocks | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--------------|------------------|------------------|
| Pharmacie | 201 439 | 181 167 |
| Magasin | 1 277 101 | 1 225 313 |
| Total | 1 478 540 | 1 406 481 |

| Dépréciations | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---------------|----------------|---------------|
| Pharmacie | 45 | 1 820 |
| Magasin | 110 623 | 52 936 |
| Total | 110 668 | 54 756 |

C. Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

| Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'1 an |
|--|------------------|------------------|---------------|
| De l'actif immobilisé | | | |
| Autres immobilisations financières | 70 116 | | 70 116 |
| De l'actif circulant | | | |
| Clients douteux ou litigieux | 381 602 | 381 602 | |
| Autres créances clients | 5 507 677 | 5 507 677 | |
| Personnel et comptes rattachés | 658 239 | 658 239 | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 125 130 | 125 130 | |
| Autres impôts taxes et versements assimilés | 3 454 | 3 454 | |
| Divers | 2 620 | 2 620 | |
| Débiteurs divers | 1 804 801 | 1 804 801 | |
| Charges constatées d'avance | 376 655 | 376 655 | |
| Total | 8 930 294 | 8 860 178 | 70 116 |

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée le cas échéant, pour tenir compte des difficultés de recouvrement survenues ou auxquelles elles pourraient donner lieu.

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes

ACC

III. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU PASSIF DU BILAN

A. Fonds propres et tableau de variation

| Variation des fonds propres | À l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|--|-------------------|-------------------------|------------------|----------------------------|-------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 4 849 199 | | 345 780 | 48 899 | 5 146 081 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Écarts de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 40 262 995 | 1 105 133 | | | 41 368 128 |
| Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée | 10 480 135 | 300 487 | | | 10 780 623 |
| Report à nouveau | - 972 977 | - 978 256 | | | - 1 951 232 |
| Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée | - 1 857 703 | - 958 650 | | | - 2 816 353 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 126 877 | - 126 877 | 2 868 323 | 1 491 880 | 1 376 443 |
| Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée | - 658 163 | 658 163 | 663 500 | 1 463 565 | - 800 065 |
| Situation nette | 44 266 095 | - | 3 214 103 | 1 540 779 | 45 939 419 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 1 945 359 | | 1 639 424 | 214 945 | 3 369 838 |
| Provisions réglementées | 334 332 | | 238 221 | 5 223 | 567 330 |
| Total | 46 545 786 | - | 5 091 748 | 1 760 947 | 49 876 587 |

B. Résultat effectif

| Détermination du résultat effectif global | 2025 | 2024 |
|---|------------------|---------------|
| Résultat comptable | 1 376 443 | 126 877 |
| Reprise du résultat antérieur | - 18 745 | - 37 033 |
| Excédent effectif global | 1 357 698 | 89 844 |
| Dont résultat effectif sous gestion propre | 2 176 508 | 785 040 |
| Dont résultat effectif sous gestion contrôlée | - 818 810 | - 695 196 |

C. Fonds dédiés

| VARIATION DES FONDS DÉDIÉS ISSUS DE | À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE | REPORTS | UTILISATIONS | | TRANSFERTS | A LA CLOTURE DE L'EXERCICE | |
|-------------------------------------|-----------------------------|------------------|----------------|---------------------|------------|----------------------------|---|
| | | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| GCS ADN | 85 906 | | | | | 85 906 | 85 906 |
| Lions Club | 200 | | 200 | | | - | |
| Contributions financières | | | | | | | |
| Lits apaisement DISCUS | 2 750 000 | 550 000 | | | | 3 300 000 | 3 300 000 |
| EMPP | 609 000 | | 39 000 | | | 570 000 | 570 000 |
| Qualité de Vie au Travail | 320 848 | 31 100 | 71 891 | | | 280 057 | |
| Télémédecine | 239 604 | | | | | 239 604 | 239 604 |
| Hop'En | 288 087 | 6 989 | 70 273 | | | 224 803 | |
| Renforcement ambulatoire ados | | 180 000 | | | | 180 000 | |
| Formations | | 153 456 | | | | 153 456 | |
| PTSM | 190 200 | | 49 580 | | | 140 620 | |
| Plateforme de Coordination | 138 951 | | | | | 138 951 | 138 951 |
| Isolation et méniseries | | 120 000 | | | | 120 000 | |
| Appli psycho-traumatisme | | 10 631 | | | | 10 631 | |
| Plan pauvreté | 7 624 | | | | | 7 624 | 7 624 |
| CPOM CHRS | 9 000 | | 3 000 | | | 6 000 | |
| Enquête des coûts | 3 374 | | 889 | | | 2 485 | |
| MDA 70 | 101 276 | | 101 276 | | | - | |
| Prime IPA | 4 411 | | 4 411 | | | - | |
| Bucco-dentaire | 120 | | 120 | | | - | |
| TOTAL | 4 748 602 | 1 052 176 | 340 640 | - | - | 5 460 137 | 4 342 085 |

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini.

D. Provisions

| PROVISIONS | Montant à l'ouverture de l'exercice | Augmentations : dotations de l'exercice | Diminutions : reprises de l'exercice | | Montant à la clôture de l'exercice |
|---|-------------------------------------|---|--------------------------------------|------------------|------------------------------------|
| | | | Utilisées | Non utilisées | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| Pour renouvellement des immobilisations | 5 223 | | 5 223 | | - |
| Plus-values nettes d'actif immobilisé | 239 890 | | | | 239 890 |
| Plus-values nettes d'actif circulant | 87 310 | 238 221 | | | 325 531 |
| Autres provisions réglementées | 1 909 | | | | 1 909 |
| Total I | 334 332 | 238 221 | 5 223 | - | 567 330 |
| Provisions pour risques | | | | | |
| Autres provisions pour risques | 2 782 938 | 1 341 327 | 210 700 | 1 149 666 | 2 763 898 |
| Total II | 2 782 938 | 1 341 327 | 210 700 | 1 149 666 | 2 763 898 |
| Provisions pour charges | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | 736 877 | | 16 637 | | 720 240 |
| Gros entretiens ou grandes révisions | 1 458 301 | | 6 320 | | 1 451 982 |
| Autres provisions pour charges | 3 734 051 | 2 596 859 | 2 161 566 | | 4 169 344 |
| Total III | 5 929 228 | 2 596 859 | 2 184 522 | - | 6 341 566 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III) | 9 046 498 | 4 176 407 | 2 400 445 | 1 149 666 | 9 672 793 |

✓ Provisions

Les financements publics perçus de la part des autorités de tarification sont soumis à une réglementation spécifique prévue par le Code de l'Action Sociale et des Familles et le Code de la Santé Publique en réponse à des exigences budgétaires.

Conformément à l'article 214-8 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, l'établissement gestionnaire enregistre dans ses comptes une provision réglementée lorsqu'il y a application dans les comptes d'un établissement des dispositions spécifiques liées aux provisions prévues par le Code de l'Action Sociale et des Familles.

En application de l'article 313-1 du règlement ANC n° 2014-03, ces provisions étant autorisées par des textes particuliers tout en ne répondant pas à l'objet normal d'une provision, d'un amortissement ou d'une dépréciation, ils sont comptabilisés en amortissements dérogatoires ou provisions réglementées.

Il s'agit notamment des provisions pour renouvellement des immobilisations, des provisions afférentes aux plus-values nettes d'actif, des provisions pour gros entretien et des provisions pour charge d'amortissement.

✓ Pensions, retraites et versements similaires

Les passifs relatifs aux engagements de l'AHBFC en matière de pensions en raison du départ à la retraite des membres du personnel sont, en partie, constatés sous forme de provisions, pour un montant de 720 240 €.

L'indemnité de fin de carrière est déterminée selon les dispositions de la Convention Collective Nationale du 31 octobre 1951.

Les hypothèses adoptées pour évaluer l'engagement de départ à la retraite sont les suivantes :

- taux de rotation du personnel : 8 % ;
- taux d'évolution des salaires : 1 % ;
- taux d'actualisation : 4 % ;
- départ à l'initiative du salarié à 64 ans pour le personnel non médical et à 67 ans pour le personnel médical ;
- table de mortalité utilisée : T68 2020-2022.

Le montant de l'engagement est en outre couvert par un fonds externalisé dont le capital disponible à la date de clôture s'élève à 6 810 790 € alors que l'engagement total est évalué à 3 297 099 €.

E. Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

| Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice | Montant brut | A 1 an au plus | De 2 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|--|-------------------|-------------------|------------------|-------------------|
| Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit | 28 280 996 | 1 682 151 | 8 802 198 | 17 796 647 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 317 250 | | | 317 250 |
| Avances, acomptes reçus | 50 | 50 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 3 412 867 | 3 412 867 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 10 249 789 | 10 249 789 | | |
| Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 8 646 331 | 8 646 331 | | |
| Impôts sur les bénéfices | 198 438 | 198 438 | | |
| Autres impôts, taxes et versements assimilés | 3 004 677 | 3 004 677 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | 890 956 | 890 956 | | |
| Autres dettes | 573 750 | 573 750 | | |
| Produits constatés d'avance | 317 888 | 317 888 | | |
| Total | 55 892 993 | 28 976 897 | 8 802 198 | 18 113 898 |

IV. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

A. Cotisations

Les cotisations permettent notamment la participation à l'Assemblée Générale et la réception de publications.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

B. Concours publics et subventions

| Autorité administrative | Concours publics | Subventions d'exploitation | Subventions d'investissement | Total |
|--|--------------------|----------------------------|------------------------------|--------------------|
| Agence Régionale de Santé de Bourgogne Franche-Comté | 119 343 609 | 1 256 460 | 1 080 780 | 121 680 849 |
| Conseil Départemental de la Haute-Saône | 2 703 090 | 14 000 | 815 000 | 3 532 090 |
| Etat | 353 612 | 320 503 | | 674 115 |
| Conseil Départemental du Doubs | 175 362 | 25 000 | | 200 362 |
| Conseil Départemental du Territoire de Belfort | 159 967 | | | 159 967 |
| Caisse d'Allocations Familiales | | 104 645 | | 104 645 |
| Ville de Belfort | | 19 600 | | 19 600 |
| Carsat | | 10 617 | 4 113 | 14 729 |
| Pays de Montbéliard Agglomération | | 3 000 | | 3 000 |
| CHU Jean Minjoz | | 3 074 | - | 3 074 |
| Total | 122 735 640 | 1 750 750 | 1 899 893 | 126 386 282 |

C. Ressources de l'exercice

Ventilation des ressources de l'exercice d'un total de 137 111 643 € (incluant les ventes, les concours publics et les subventions d'exploitation), par catégories d'activité :

- Sanitaire : 105 345 292 € 77 %
- Médico-social : 30 226 623 € 22 %
- Social : 1 539 727 € 1 %

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE

Le Commissaire aux Comptes

ACC

D. Contributions volontaires en nature

✓ **Maison Des Adolescents Nord Franche-Comté**

➤ **Locaux mis à disposition**

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit des locaux situés 3 rue Jules Vallès à **Belfort**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 9 janvier 2023 pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} mars 2023.

Cette mise à disposition est évaluée à 21 672 € au titre de l'exercice.

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un bureau situé 24 faubourg de Belfort à **Delle**, dans les locaux de l'Espace des Solidarités Départementales du Sud Territoire.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 5 janvier 2022 pour une durée de 1 an, renouvelable tacitement pendant 5 ans, à compter du 6 septembre 2021.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 560 € au titre de l'exercice.

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un bureau situé 1 impasse des Combasles à **Beaucourt**, dans les locaux de l'antenne de l'Espace des Solidarités Départementales du Sud Territoire.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 5 janvier 2022 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction pendant 5 ans, à compter du 6 septembre 2021.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 560 € au titre de l'exercice.

Le Conseil Départemental du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un bureau situé 2 avenue Jean Moulin à **Giromagny**, dans les locaux de l'antenne de l'Espace des Solidarités Départementales du Nord Territoire.

Cette mise à disposition est évaluée à 468 € au titre de l'exercice.

La Commune de Valentigney nous met à disposition à titre gratuit un bureau au CCAS situé place Emile Peugeot à **Valentigney**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 30 juin 2017 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 30 juin 2017.

Cette mise à disposition est évaluée à 612 € au titre de l'exercice.

La Ville d'Audincourt nous met à disposition à titre gratuit deux bureaux à l'Espace des Services Publics situé 8 avenue Aristide Briand à **Audincourt**.

Deux conventions de mise à disposition ont été conclues le 4 juillet 2024 pour l'une et le 25 octobre 2024 pour l'autre pour une durée de 5 ans chacune à compter de leur date de signature.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 328 € au titre de l'exercice.

Le CCAS de Montbéliard nous met à disposition à titre gratuit un bureau situé 11 rue Maurice Ravel à **Montbéliard**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 28 juin 2018 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 28 juin 2018.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 245 € au titre de l'exercice.

La Commune de Bethoncourt nous met à disposition à titre gratuit un bureau au CCAS situé 13 rue Buffon à **Bethoncourt**.

Une convention de mise à disposition a été conclue pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 12 décembre 2022.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 848 € au titre de l'exercice.

La Ville de Blamont nous met à disposition un espace de la médiathèque situé au sein de l'agence postale au 2 ter rue du Lomont à **Blamont**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 10 octobre 2024 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 16 septembre 2024.

Cette mise à disposition est évaluée à 547 € € au titre de l'exercice.

La Ville de Sochaux nous met à disposition un bureau situé au sein de la mairie au 4 rue de l'Hôtel de Ville à **Sochaux**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 10 octobre 2024 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 17 septembre 2024.

Cette mise à disposition est évaluée à 139 € € au titre de l'exercice.

➤ **Personnel mis à disposition**

L'Association d'Hygiène Sociale de Franche-Comté nous met à disposition à titre gratuit un intervenant en addictologie pour l'équivalent de 0,06 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 3 126 € au titre de l'exercice.

Le Centre Médico-Social d'Héricourt nous met à disposition à titre gratuit un assistant social pour l'équivalent de 0,12 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 6 412 € au titre de l'exercice.

L'Education Nationale nous met à disposition à titre gratuit un psychologue pour l'équivalent de 0,03 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 847 € au titre de l'exercice.

La Mission Locale du Territoire de Belfort nous met à disposition à titre gratuit un conseiller Emploi Formation Insertion pour l'équivalent de 0,02 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 014 € au titre de l'exercice.

L'association IDEIS nous met à disposition à titre gratuit un conseiller Emploi Formation Insertion pour l'équivalent de 0,02 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 014 € au titre de l'exercice.

✓ **Maison Des Adolescents de la Haute-Saône**

➤ **Locaux mis à disposition**

La Mission Locale de Lure, Luxeuil-les-Bains et Champagny nous met à disposition à titre gratuit des locaux situés 53 rue des Pâquerettes à **Luxeuil-les-Bains**.

Cette mise à disposition est évaluée à 1 104 € au titre de l'exercice.

La Commune de Vesoul nous met à disposition à titre gratuit des locaux situés 19 rue de la Banque à **Vesoul**.

Une convention de mise à disposition a été conclue pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction pendant 10 ans à compter du 1^{er} février 2017.

Cette mise à disposition est évaluée à 18 786 € au titre de l'exercice.

La Commune de Gray nous met à disposition à titre gratuit un local situé 10 rue des casernes à **Gray**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 19 janvier 2017 pour une durée de 1 an à compter du 1^{er} février 2017.

Cette mise à disposition est évaluée à 6 798 € au titre de l'exercice.

La Commune de Rioz nous met à disposition à titre gratuit un bureau dans le Centre Culturel, Social et de Loisirs Roger Robinet situé 7 route de Montbozon à **Rioz**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 4 avril 2018 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 28 mars 2018.

Cette mise à disposition est évaluée à 3 816 € au titre de l'exercice.

Le Centre Social et Culturel de Lure nous met à disposition une salle dans le Centre Social et Culturel Jeanne Schlotterer situé 17 esplanade Charles de Gaulle à **Lure**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 24 octobre 2019 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 6 novembre 2019.

Cette mise à disposition est évaluée à 2 940 € au titre de l'exercice.

La Commune de Jussey nous met à disposition un bureau situé place du Champ de Foire à **Jussey**.

Une convention de mise à disposition a été conclue le 27 décembre 2023 pour une durée de 1 an, renouvelable par tacite reconduction, à compter du 11 décembre 2023.

Cette mise à disposition est évaluée à 2 910 € au titre de l'exercice.

➤ **Personnel mis à disposition**

Le Centre d'Information et de Consultation sur la Sexualité nous met à disposition à titre gratuit un psychologue pour l'équivalent de 0,10 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 5 068 € au titre de l'exercice.

L'Association Addictions France nous met à disposition à titre gratuit un psychologue pour l'équivalent de 0,15 ETP.

Cette mise à disposition est évaluée à 7 602 € au titre de l'exercice.

E. Eléments étalés sur plusieurs exercices

| CHARGES A PAYER | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| 16880000 INTERETS COURUS NON ECHUS | 137 061 | 148 078 |
| 40810000 FOURNISSEURS - FACTURES NON PARVENUES | 434 681 | 707 254 |
| 40840000 FOURNISSEURS D'IMMOBILISATIONS - FACTURES NON PARVENUES | 183 598 | 14 235 |
| 42820000 DETTES PROVISIONNEES POUR CONGES A PAYER | 7 974 660 | 7 525 663 |
| 42860000 PERSONNEL - AUTRES CHARGES A PAYER | 299 898 | 590 157 |
| 42861000 C.E.T. | 1 371 067 | 1 508 255 |
| 42868001 MUTUELLE | 571 109 | 501 605 |
| 43820000 CHARGES SOCIALES SUR CONGES A PAYER | 2 961 203 | 2 788 532 |
| 43860000 ORGANISMES SOCIAUX - AUTRES CHARGES A PAYER | 31 627 | 68 167 |
| 43860010 CHARGES SOCIALES SUR C.E.T. | 627 002 | 687 504 |
| 44820000 CHARGES FISCALES SUR CONGES A PAYER | 993 173 | 937 359 |
| 44860000 CHARGES FISCALES - AUTRES CHARGES A PAYER | 9 987 | 20 533 |
| 44860010 CHARGES FISCALES SUR C.E.T. | 188 363 | 216 516 |
| 44861000 FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE A PAYER | 533 021 | 544 332 |
| 44862000 EFFORT CONSTRUCTION A PAYER | 288 708 | 293 684 |
| 46860000 AUTRES CHARGES A PAYER | 339 860 | 338 228 |
| TOTAL | 16 945 019 | 16 890 103 |

| PRODUITS A RECEVOIR | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|--|-------------------|-------------------|
| 41810200 CLIENTS - FACTURES A ETABLIR | 403 | |
| 42870000 PERSONNEL - PRODUITS A RECEVOIR | 620 487 | 1 466 539 |
| 42871000 PARTICIPATION CSE | | 18 265 |
| 46760000 AUTRES PRODUITS A RECEVOIR | 1 542 251 | |
| 46870000 AUTRES PRODUITS A RECEVOIR | 261 634 | 924 144 |
| 51880000 INTERETS COURUS A RECEVOIR | 2 611 233 | 1 555 127 |
| TOTAL | 5 036 007 | 3 964 075 |

| Produits constatés d'avance | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Produits d'exploitation | 317 888 | 317 888 |
| Total | 317 888 | 317 888 |

| Charges constatées d'avance | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Charges d'exploitation | 376 655 | 368 364 |
| Total | 376 655 | 368 364 |

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes

ACC

F. Opérations exceptionnelles

| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|----------------|------------------|
| Sur opérations de gestion | | |
| 67120000 PENALITES AMENDES | | 23 |
| 67180000 AUTR CHARGES EXCEPT. DE GEST COURANTE | | 287 186 |
| 67210001 CHARGES PEL/EXERCICES ANTERIEURS (NON MED) | | 24 825 |
| 67210002 CHARGES /EXERCICES ANTERIEUR PEL MED | | 38 963 |
| 67220001 CHARGES MEDICALES / EXERCICES ANTERIEURS | | 5 618 |
| 67230001 CHARGES HOTEL. ET GEN. / EXERCICES ANTERIEURS | | 263 301 |
| 67288000 AUTRES CHARGES SUR EX ANTERIEUR | | 5 511 |
| 67300001 ANNUL.TITRES AFFERANTS AUX PRODUITS | | 531 399 |
| 67810000 CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR PEL NON MEDICAL ESMS | | 18 732 |
| 67820000 CHARGES SUR EXERCICE ANTERIEUR PEL MEDICAL ESMS | | 457 |
| 67830000 FACTURES ANNULEES SUR EXERCICES ANTERIEURS ESMS | | 67 426 |
| 67880000 AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES ESMS | | 56 327 |
| | | 1 299 769 |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| 68700000 DOTATION AUX AMORTS EXCEPTION. | | 189 171 |
| 68746200 DOTATION PROV REG +VAL CI | 238 221 | |
| | 238 221 | 189 171 |
| TOTAL | 238 221 | 1 488 940 |

| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 31/12/2025 | 31/12/2024 |
|---|--------------|------------------|
| Sur opérations de gestion | | |
| 77130000 LIBERALITES RECUES | | 2 400 |
| 77140000 RENTRES/CREANCES AMORTIES | | 905 |
| 77180000 AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS | | 22 461 |
| 77200000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS | | 165 471 |
| 77200001 FACTURES REEMISES SUR HOSPIT. DES EXERCICES ANTERIEURS | | 462 336 |
| 77221000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS PEL NON MEDICAL | | 65 001 |
| 77222000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS PEL MEDICAL | | 183 051 |
| 77810000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS PEL NON MEDICAL | | 22 206 |
| 77820000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS PEL MEDICAL | | 576 |
| 77830000 FACTURES REEMISES SUR HOSPIT. DES EXERCICES ANTERIEURS | | 68 043 |
| 77880000 PRODUITS SUR EXERCICES ANTERIEURS | | 131 478 |
| | | 1 123 925 |
| Sur opérations en capital | | |
| 77520000 PRODUITS DE CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF | | 91 189 |
| 77700000 QUOTE PART SUBV VIREE CPTÉ DE RESULTAT | | 175 151 |
| | | 266 340 |
| Reprise provisions réglementées et transferts de charges | | |
| 78742000 REPRISE PROV REGLEMNT POUR RENV IMPOS | 5 223 | 7 567 |
| 79700000 TRANSFERT DE CHARGES EXCEPTION | | 193 808 |
| | 5 223 | 201 375 |
| TOTAL | 5 223 | 1 591 640 |

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE
Le Commissaire aux Comptes

ACC

V. AUTRES INFORMATIONS

A. Honoraires du Commissaire aux comptes

Les honoraires du Commissaire aux comptes afférents à la certification des comptes annuels s'élèvent à 39 787 € au titre de l'exercice.

Il n'y a pas d'autres services facturés.

B. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

Les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés s'élèvent à 270 788 € au titre de l'exercice.

Leurs avantages en nature compris dans ces rémunérations s'élèvent à 23 962 €.

C. Répartition des effectifs par catégorie

| Catégorie de salariés | Effectif moyen employé pendant l'exercice |
|------------------------------|--|
| cadres | 288 |
| agents de maîtrise | 130 |
| employés | 1 402 |
| ouvriers | 17 |
| Total | 1 837 |

CERTIFIÉ RÉGULIER ET SINCÈRE

Le Commissaire aux Comptes

ACC